

21
décembre
1994

Règlement d'exécution de la loi sur la protection de la nature

Etat au
24 mai 2006

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, du 1^{er} juillet 1966¹⁾;

vu la loi sur la protection de la nature, du 22 juin 1994;

sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de la gestion du territoire,

arrête:

Département de la
gestion du
territoire

Article premier ¹Le Département de la gestion du territoire (ci-après: le département) est chargé de l'application de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN), du 1^{er} juillet 1966²⁾, de la loi sur la protection de la nature, du 22 juin 1994³⁾, et de leurs dispositions d'exécution.

²Il est l'autorité cantonale compétente pour accorder les autorisations requises par la loi fédérale:

- a) pour la récolte des plantes sauvages et la capture des animaux vivant en liberté à des fins lucratives (art. 19 LPN);
- b) pour la récolte et la déplantation de plantes protégées, ainsi que pour la capture d'animaux à des fins scientifiques, pédagogiques ou thérapeutiques (art. 22, al. 1, LPN);
- c) pour la suppression de la végétation existant sur des rives (art. 22, al. 2, LPN).

³Il établit les plans cantonaux des zones et objets protégés, et arrête les mesures de protection et l'entretien qu'ils nécessitent.

Office de la
conservation de la
nature

Art. 2 ¹L'office de la conservation de la nature (ci-après: l'office) est l'organe cantonal d'exécution en matière de protection de la nature et du paysage.

²Il exerce toutes les tâches qui ne sont pas expressément réservées à d'autres autorités.

³Il est rattaché au service des forêts.

Commission
cantonale pour la
protection de la
nature

Art. 3 ¹La commission cantonale pour la protection de la nature se réunit en fonction des besoins, mais au moins une fois l'an, sur convocation de son président.

FO 1994 N° 100

¹⁾ RS 451

²⁾ RS 451

³⁾ RSN 461.10

²Selon les domaines traités, la commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions particulières, et requérir au besoin la collaboration de tiers.

Agents chargés de la protection de la nature

Art. 4⁴⁾ ¹Ont qualité d'agents chargés de la protection de la nature:

- a) le chef de l'office;
- b) le chef du service des forêts et le chef du service de la faune;
- c) les gardes-faune permanents, ainsi que les gardes-faune auxiliaires nommément désignés à cet effet;
- d) les inspecteurs forestiers d'arrondissement et les gardes forestiers;
- e) les agents de la police cantonale et de la police locale;
- f) les voyers-chefs;
- g) d'autres titulaires de fonctions publiques nommément désignés à cet effet.

²Les agents chargés de la protection de la nature doivent être en mesure de justifier leur qualité s'ils en sont requis dans l'exercice de leurs fonctions.

Organisation

Art. 5 ¹Le département organise l'activité des agents chargés de la protection de la nature.

²Il pourvoit à leur information, définit leurs tâches et leur attribue des secteurs d'intervention. Lorsque des secteurs se superposent, le chef de l'office coordonne les interventions.

³Le département organise, selon les besoins, des cours de formation et de perfectionnement.

Procédure en matière de dérogation
a) demande

Art. 6 ¹Les demandes de dérogation touchant à des biens-fonds ou à des objets protégés d'importance nationale ou régionale sont adressées par écrit à l'office.

²Elles doivent être motivées, et indiquer les mesures de protection, de reconstitution ou de remplacement proposées.

b) instruction

Art. 7 ¹L'office requiert l'avis de la commune, et consulte au besoin les services spécialisés de l'administration cantonale, ainsi que les personnes et les organisations intéressées.

²Il peut requérir tous autres renseignements ou justificatifs utiles.

c) transmission et décision

Art. 8⁵⁾ L'office transmet le dossier au département avec son préavis.

d) coordination

Art. 8a⁶⁾ ¹Les demandes de dérogation touchant à des biens-fonds ou à des objets protégés d'importance nationale ou régionale et liées à des demandes de sanction préalable ou définitive de plans de construction sont adressées directement au Conseil communal.

²Les dispositions du règlement d'exécution de la loi sur les constructions relatives à la coordination sont applicables.

⁴⁾ Teneur selon A du 24 mai 2006 (FO 2006 N° 39)

⁵⁾ Teneur selon R du 16 octobre 1996 (RSN 720.1)

⁶⁾ Introduit par R du 16 octobre 1996 (RSN 720.1)

Réparation en cas d'atteinte illicite	<p>Art. 9 ¹En cas d'atteinte illicite à un bien-fonds ou un objet protégé d'importance nationale ou régionale, l'office réunit les éléments qui doivent permettre au département de se prononcer sur la réparation due.</p> <p>²Il informe l'auteur du dommage et l'invite à se déterminer. Il requiert l'avis de la commune, et consulte au besoin les services spécialisés de l'administration cantonale, ainsi que les personnes et les organisations intéressées. Il peut requérir tous autres renseignements ou justificatifs utiles.</p> <p>³Il transmet ensuite le dossier au département avec ses propositions.</p>
	Art. 10 ⁷⁾
Emoluments	<p>Art. 11 ¹Il est perçu un émolument:</p> <p>a) de 100 à 200 francs pour toute décision sur demande de dérogation;</p> <p>b) de 100 à 500 francs pour toute décision rendue en matière de dommages-intérêts.</p> <p>²Les communes peuvent prévoir des émoluments pour les décisions qu'elles sont elles-mêmes appelées à prendre.</p>
Modification du droit antérieur	<p>Art. 12 ¹L'article 11, alinéa 2, du règlement d'organisation du Département de la gestion du territoire, du 5 juillet 1993⁸⁾, est abrogé et remplacé par la disposition suivante:</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Art. 11</i> ⁹⁾</p> <p>²L'article 8, alinéa 2, de l'arrêté fixant le statut des réserves naturelles neuchâteloises de la faune et de la flore, du 21 décembre 1976¹⁰⁾, est abrogé et remplacé par la disposition suivante:</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>Art. 8</i> ¹¹⁾</p>
Abrogation du droit antérieur	<p>Art. 13 Sont abrogés:</p> <p>a) l'arrêté d'exécution de la loi instituant un fonds cantonal pour la promotion de l'environnement naturel, du 10 juin 1992¹²⁾;</p> <p>b) l'arrêté instituant une commission cantonale de la protection de la nature, du 28 juin 1993¹³⁾;</p> <p>c) les articles 11, 12 et 16 de l'arrêté fixant le statut des réserves naturelles neuchâteloises de la faune et de la flore, du 21 décembre 1976¹⁴⁾.</p>
Entrée en vigueur	Art. 14 ¹ Le présent règlement entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 1995.

⁷⁾ Abrogé par A du 23 octobre 1996 (FO 1996 N° 81)

⁸⁾ FO 1993 N° 53; actuellement R du 8 mars 2006 (RSN 152.100.03)

⁹⁾ Texte inséré dans ledit règlement

¹⁰⁾ RSN 461.12

¹¹⁾ Texte inséré dans ledit arrêté

¹²⁾ RLN XVI 433

¹³⁾ FO 1993 N° 50

¹⁴⁾ RSN 461.12

461.100

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.